

Règlement de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (DCE)

du 17 septembre 2025

approuvé par la Délégation administrative 14 novembre 2025

La Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (délégation),

vu le chapitre 2, chiffre 2.1 de la Directive de la Délégation administrative du 13 mai 2022 concernant les activités internationales des délégations parlementaires permanentes et des délégations parlementaires non permanentes,

arrête :

Art. 1 Objet

Le présent règlement vise notamment :

- a. fixer les compétences en matière d'utilisation des ressources financières ;
- b. à établir la liste des activités de la délégation et de ses membres donnant droit à indemnisation ;
- c. à régir la procédure concernant l'autorisation de participer à des activités et de percevoir les indemnités y afférentes ;
- d. à statuer sur la question des suppléances.

Art. 2 Budget

¹ La délégation dispose d'un budget annuel prévu dans le cadre du crédit destinés aux relations internationales du Parlement.

² La délégation veille à l'utilisation judicieuse et parcimonieuse des ressources financières. Il lui appartient de fixer à cet effet des priorités parmi les activités visées à l'art. 3.

³ La présidente ou le président de la délégation est responsable du respect du budget et s'appuie pour ce faire sur les informations que les Services du Parlement lui transmettent périodiquement sur l'état du budget.

⁴ La présidente ou le président de la délégation informe régulièrement les autres membres de la délégation de l'état du budget.

⁵ S'il apparaît que le budget alloué est insuffisant, la délégation soumet une demande à la secrétaire générale ou au secrétaire général, qui examine si un dépassement peut être compensé par d'autres moyens du crédit destinés aux relations internationales du Parlement.

⁶ La secrétaire générale ou le secrétaire général informe régulièrement la Délégation administrative de l'état du crédit destiné aux relations internationales du Parlement.

Art. 3 Activités

¹ Sur mandat de l'Assemblée fédérale, les membres de la délégation participent à la réalisation des tâches de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Ils se fondent, pour ce faire, sur les règlements et les usages de l'APCE.

² Relèvent notamment des attributions de la délégation et de ses membres :

- a. la participation aux séances de la délégation ;
- b. la participation aux sessions de l'APCE, y compris les séances de préparation des groupes politiques ;
- c. la participation aux séances des commissions ou des sous-commissions de l'APCE ;
- d. la participation, en tant que représentants officiels de l'APCE, à des séances d'autres organes du Conseil de l'Europe ;
- e. la participation à des séances et à des visites de travail dans le cadre de mandats de rapporteur et de procédures de suivi ;
- f. la participation, en tant que représentants officiels de l'APCE, à des conférences internationales ;
- g. la participation, en tant que membres des commissions ad hoc de l'APCE à des missions internationales d'observation électorale ;
- h. l'accomplissement des devoirs d'hospitalité lors de séances ou de rencontres de commissions ou de sous-commissions de l'APCE ou d'autres organes ou représentants du Conseil de l'Europe qui ont lieu en Suisse ;
- i. l'entretien de relations bilatérales, dans le cadre des sessions de l'APCE à Strasbourg, à la faveur d'invitations adressées par la délégation à d'autres délégations nationales ou à des représentants du Conseil de l'Europe.

Art. 4 Activités non soumises à autorisation

La participation aux activités mentionnées à l'art. 3, let. a - g ne requiert pas d'autorisation, la présidente ou le président de la délégation signe les décomptes d'indemnités une fois qu'ils ont été visés par les Services du Parlement.

Art. 5 Activités soumises à autorisation

¹ La participation aux activités mentionnées à l'art. 3, let. h et i, sont sujettes à une autorisation préalable de la présidente ou du président de la délégation s'il apparaît qu'elles entraîneront des frais à la charge du budget de la délégation.

² En cas de contestation de la décision de la présidente ou du président de la délégation, un membre peut porter l'affaire devant la délégation. Celle-ci tranche alors de manière définitive.

Art. 6 Organisation d'activités de la délégation en Suisse

¹ L'organisation d'activités de la délégation en Suisse requiert l'approbation de la délégation.

² Si l'organisation de l'activité en question ne peut pas être couverte par le budget courant, une demande est déposée auprès de la Délégation administrative accompagnée d'un budget prévisionnel indiquant les ressources financières et humaines nécessaires à l'organisation de l'activité envisagée.

Art. 7 Locaux du Palais de l'Europe

¹ Les dépenses relatives à l'équipement et à l'entretien des locaux de la délégation au sein du Palais de l'Europe peuvent être prélevées sur le budget de la délégation, pour autant qu'elles ne soient pas prises en charge par le Conseil de l'Europe.

² Toute dépense supérieure à 500 francs est soumise à l'approbation de la présidente ou du président de la délégation.

Art. 8 Assistance informatique

¹ Les Services du Parlement sont chargés d'installer les infrastructures et les équipements informatiques nécessaires dans les locaux de la délégation suisse.

² La délégation a droit au maximum à une journée et demie d'assistance informatique sur place, par semaine de session à Strasbourg, fournie par les Services du Parlement.

³ Les Services du Parlement assurent le fonctionnement de l'infrastructure informatique et l'assistance informatique pour la délégation.

Art. 9 Contributions volontaires

¹ Sur demande de la secrétaire générale ou du secrétaire général de l'APCE, la délégation peut verser des contributions volontaires, prélevées sur son budget, pour financer des projets de l'APCE.

² Si le montant des contributions volontaires prévues est supérieur à 15 000 francs par année, la délégation doit au préalable obtenir l'approbation de la Délégation administrative.

³ Le versement de contributions volontaires requiert l'approbation de la délégation.

Art. 10 Suppléances

¹ La Suisse a droit à six sièges de représentant et à six sièges de suppléant au sein de l'APCE. Lorsqu'elle se constitue (art. 7, al. 1, ORInt¹), la délégation désigne les membres qui auront le statut de représentant et ceux qui auront le statut de suppléant. Ce faisant, elle veille notamment à garantir une représentation équitable des groupes parlementaires et des genres comme prévu par le règlement de l'APCE.

² Les douze membres de la délégation peuvent tous siéger au sein des commissions permanentes de l'APCE. En principe, la Suisse a droit, dans chaque commission, à deux sièges de titulaire et à deux sièges de remplaçant. Le statut de titulaire ou de remplaçant au niveau des commissions est indépendant de celui de représentant ou de suppléant au niveau de l'assemblée plénière. Lorsqu'elle se constitue, la délégation désigne les membres qui auront le statut de titulaire et ceux qui auront le statut de remplaçant, et elle les affecte aux différentes commissions.

³ Les représentants au sein de l'assemblée plénière et les titulaires au sein des commissions peuvent se faire remplacer dans lesdits organes par les suppléants ou remplaçants. Ils ne peuvent pas se faire remplacer par des députés qui ne font pas partie de la délégation.

Art. 11 Absences excusées

¹ Les membres de la délégation qui prennent part à des activités au sens de l'art. 3, al. 2, let. b à g, sont considérés comme excusés par leur conseil en cas d'absence (art. 57, al. 4, let. e, RCN et art. 44a, al. 6 et 6^{bis}, RCE).

² À la demande des membres de la délégation concernés, le secrétariat de la délégation signale leur absence au secrétariat de leur conseil.

Art. 12 Dispositions finales

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 2025.

Le règlement du 9 octobre 2017 est abrogé.

Au nom de la Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe :

Le président :

Alfred Heer, Conseiller national

¹ Version du 28.9.2012 (Ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les relations internationales du Parlement), en vigueur depuis le 1.10.2012 (RS 171.117)